



**CONVENTION DE PARTENARIAT  
POUR LE TRANSFERT ET LE DEVELOPPEMENT  
D'UN CENTRE DE SANTE POLYVALENT  
SUR LA COMMUNE DE BILLY-MONTIGNY  
Département du Pas-de-Calais**

**Les soussignés :**

Monsieur Bruno TRONI, en sa qualité de Maire de la commune de BILLY-MONTIGNY,  
Rue Jean Jaurès, 62 420 BILLY-MONTIGNY.

**D'une part,**

**Et,**

La Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines (CANSSM), dont le siège est à PARIS 15ème arrondissement, 77 avenue de Ségur, constituée aux termes de ses statuts établis en application des dispositions des articles 70-2°, 71 et 79 du décret n°46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines et identifiée au SIRET sous le numéro 775 685 316 000 66, représentée par monsieur Nicolas BLANCHART, Directeur Régional de la région NORD, selon une délégation de pouvoirs de Monsieur Gilles de LACAUSSADE, Directeur Général, nommé par décret du 16 octobre 2017,

**Ont convenu et arrêté ce qui suit :**

**Article 1 : Extension d'un Centre de Santé.**

Compte tenu du développement attendu sur le territoire de santé, FILIERIS Nord prévoit le transfert et l'extension de son Centre de Santé sur la commune de BILLY-MONTIGNY qui sera ainsi composé de 3 médecins généralistes, de médecins spécialistes salariés FILIERIS ou provenant du secteur hospitalier, des espaces de soins infirmiers, du pôle de chirurgie dentaire, du secrétariat, des espaces pour le personnel FILIERIS, des zones de stérilisation et de salles d'attente.

Le Centre de Santé propose une offre de soins de 1er recours à toute ci relève du Régime Général ou du Régime Minier.

Le Centre de Santé est ouvert du lundi au vendredi de 8H30 à 12h et de 13h30 à 16H30, sauf dérogation, ainsi que le samedi matin.

Le Centre de Santé développe des actions de santé publique, notamment de prévention, qui seront déployées selon un programme annuel convenu par avance et selon les disponibilités des professionnels de santé.

Le projet du Centre de Santé Polyvalent porté par FILIERIS Nord s'inscrit dans le cadre de la Convention d'Objectifs 2022-2024 signée entre l'État et la CANSSM.

Il est par ailleurs conforme à la réglementation en vigueur, à l'Accord National des Centres de Santé et correspond aux orientations sanitaires fixées dans le Projet Régional de Santé 2.

Le projet de santé tient compte des caractéristiques de la population, ainsi que des objectifs du Contrat Local de Santé signé par la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN avec l'Agence Régionale de Santé et de la C.P.A.M.

## **Article 2 : Autorisation d'occupation des locaux et engagements de la Mairie.**

Le Maire de BILLY-MONTIGNY donne par les présentes l'autorisation d'occuper à compter de la livraison des nouveaux locaux, un ensemble immobilier (*cf. plan annexé*) situé Boulevard Henri BARBUSSE à BILLY-MONTIGNY.

Le local mis à disposition est composé des éléments suivants :

- Accueil
- Bureaux polyvalents
- Médecine générale
- Dentaire
- Dermatologie
- Cardiologie
- Stérilisations communes
- Un espace de prévention en santé publique
- Locaux du personnel
- Des locaux techniques conformes à la réglementation.

La surface totale atteint 1 203.26 m<sup>2</sup>.

Le projet comprend également du stationnement pour le public, les ambulances, et un stationnement pour les professionnels de santé et les vélos/motos conformément au plan en annexe.

La Municipalité s'engage sur le respect du cahier des charges techniques pour l'installation d'un Centre de Santé FILIERIS et sur le respect de la réglementation en vigueur en matière de construction et d'aménagement de locaux destinés à l'accueil du public.

Pour ce faire, un document récapitulatif des travaux prévus et un plan d'aménagement sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante, ils constituent une pièce sur lesquelles les deux parties s'accordent.

### **Article 3 : Autorisation d'aménagement.**

La Direction Régionale FILIERIS Nord occupera les locaux dans l'état où ils se trouvent à partir de la date de livraison.

Dans le cadre de l'exploitation de son Centre de Santé, FILIERIS est autorisée à procéder aux aménagements courants suivants, dont la liste n'est pas exhaustive mais qui devra être le cas échéant contre-validée par la Mairie : téléphonie, réseau informatique et numérique, alarme, stores, aménagement mobilier...

La Mairie autorise l'installation d'une signalétique FILIERIS selon le projet et la notice technique qui seront soumis à sa validation.

### **Article 4 : Durée.**

La présente convention est conclue pour une durée de 20 années entières et consécutives qui commencera à compter de la date de mise à disposition des locaux (*à compter de la date de livraison*).

### **Article 5 : Clause résolutoire.**

Il pourra être mis fin de manière anticipée à la présente convention selon les conditions décrites ci-après.

La décision de résiliation devra être notifiée par un courrier recommandé circonstancier justifiant la bonne application des stipulations suivantes.

Si la résiliation est à l'initiative de la Mairie celle-ci pourra intervenir pour tous les motifs et après l'application d'un délai de préavis de 12 mois à compter de la réception de la décision. FILIERIS ne pourra alors prétendre à aucune indemnité.

Si la résiliation est à l'initiative de FILIERIS, celle-ci devra être motivée par un motif d'intérêt général impérieux partagé par les deux parties ou le bouleversement de l'économie générale du contrat.

Dans ce cas, l'échéance effective du contrat interviendra après un délai de préavis de 12 mois à compter de la réception de la décision. En cas de non-respect de cette clause, le Maire pourra solliciter s'il le souhaite le réaménagement des locaux en usage de bureaux / tertiaire à la charge exclusive de FILIERIS.

### **Article 6 : Etat des lieux.**

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la remise des clés. Un exemplaire sera annexé aux présentes.

### **Article 7 : Définition des charges.**

La présente convention est consentie et acceptée, moyennant une redevance d'occupation mensuelle de 2 500 € TTC (toutes taxes comprises) et TCC (toutes charges comprises)

nonobstant celles listées ci-après, soit 25.88€/m<sup>2</sup> en surface utile à titre

De convention expresse entre les parties, il est convenu que les frais inhérents à l'exploitation de ces locaux (consommations d'eau, d'électricité, de téléphone, d'internet, d'entretien ménager, extincteurs), seront à la charge de l'occupant.

L'occupant s'engage à prendre à sa charge l'entretien courant des locaux mis à disposition, y compris les réparations locatives mentionnées au décret n°87-712 du 26 Août 1987 et textes associés.

La Mairie aura quant à elle en charge le maintien en état normal des locaux, réparations urgentes, dégâts causés par la vétusté.

Les taxes d'ordures ménagères et liées à l'occupation des locaux le cas échéant, seront à la charge exclusive du gestionnaire FILIERIS, pendant toute la durée de la présente convention.

Les vérifications périodiques de l'installation électrique et de l'alarme incendie seront également à la charge de l'occupant pendant toute la durée de la convention hors l'année de parfait achèvement.

L'occupant participe à hauteur de 50% de la taxe foncière (au prorata temporis l'année d'entrée en occupation) sur présentation de l'avis d'imposition de l'année précédente.

Les charges exceptionnelles sont à la charge du propriétaire.

#### **Article 8 : Travaux annexes.**

En complément de la livraison des locaux, Filieris va entreprendre et financer les aménagements suivants :

- Vitrophanie
- Signalétiques

Les éventuels travaux annexes effectués par l'occupant devront être exécutés sous la surveillance de la Mairie. Ils ne peuvent être engagés sans accord écrit préalable. La Mairie pourra exiger de l'occupant, à son départ des lieux, la remise en état. Dans tous les cas, l'occupant ne pourra réclamer aucune contrepartie aux frais engagés.

De la même manière, la Mairie a la faculté d'exiger aux frais de l'occupant la remise immédiate des lieux en l'état lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local.

Dans le cas où la Mairie désirerait, nonobstant cette clause, faire réaliser des travaux dans les lieux occupés, FILIERIS Nord devra les accepter sans pouvoir exiger aucune indemnité ou diminution de la redevance d'occupation fixée, quand bien même la durée desdites réparations excéderait trente jours.

Toutefois, afin de garantir la pérennité des activités ainsi que la continuité des soins, hors urgence particulières liée à l'intégrité et à la sécurité des locaux, La Mairie s'engage à prévenir le gestionnaire FILIERIS dans un délai minimal de 30 jours, soit 1 mois avant la date effective de commencement des travaux.

S'LO

Tout travaux de façade et de parvis seront à soumettre préalablement

#### **Article 9 : Responsabilité civile et assurances.**

L'occupant s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités, notamment par la possession ou l'exploitation de ses équipements propres, et de sa présence dans les locaux mis à sa disposition dans tous les cas où elle serait recherchée :

- À la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux,
- À la suite de tous dommages, y compris les actes de vandalisme causés aux biens confiés, aux bâtiments, aux installations générales et à tous biens mis à disposition par la Municipalité.

A ce titre, l'occupant devra souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une police d'assurance destinée à garantir sa responsabilité, notamment vis-à-vis des biens confiés, y compris les risques locatifs, faits du voisinage et des tiers.

Cette police devra prévoir :

- Une garantie pour les dommages corporels,
- Une garantie pour les dommages matériels ou immatériels,
- Une garantie pour les risque incendie – exploitation-dégâts des eaux – recours des voisins ou des tiers ainsi qu'une renonciation à recours de l'occupant.

L'occupant souscrira pour ses biens propres toutes les garanties qu'il jugera utiles et, avec ses assureurs subrogés, il renonce à tous recours qu'il serait fondé à exercer contre la Municipalité et ses assureurs pour tous les dommages subis.

L'occupant devra remettre à la Municipalité copie de sa police d'assurance en cours y compris celle des avenants éventuels, et de l'attestation qui lui sera délivrée par son assureur le jour de signature de la présente convention. A défaut la Municipalité se réserve le droit de ne pas autoriser l'accès au lieu concerné par les présentes.

#### **Article 10 : Responsabilité de la Mairie.**

La Mairie de son côté, fera son affaire personnelle des assurances garantissant les dommages matériels aux biens mis à disposition dont elle-même ou ses préposés seraient responsables et des dommages occasionnés aux tiers qui lui seraient imputables.

#### **Article 11 : Sécurité, Accessibilité, Accueil du public**

La Mairie est responsable du respect de la réglementation en matière de sécurité, d'accessibilité et d'accueil du public. Il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la conformité des locaux mis à disposition.

Une attestation sera adressée à FILIERIS Nord pour l'ouverture du Centre de Santé à la population.

#### **Article 12 : Dégradations.**

L'occupant s'oblige à répondre des dégradations et pertes qui surviennent pendant la durée de

la convention à moins qu'il ne prouve qu'elles aient eu lieu par cas d'exception fait d'un tiers.

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le 11/12/2025 ou par le préfet de la région  
ID : 062-216201335-20251208-DEL25\_56-DE

### **Article 13 : Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente, il est fait élection de domicile, à savoir :

- Pour le Maire de BILLY-MONTIGNY – rue Jean Jaurès 62 420 BILLY-MONTIGNY.
- Pour FILIERIS Nord - 13 rue du 14 juillet, 62300 LENS.

### **Article 14 : Litige**

En cas de difficulté dans l'exécution de la présente convention, les parties tenteront par tous les moyens de résoudre leur désaccord par une solution amiable.

Si une telle solution ne peut être trouvée, le règlement du litige sera de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

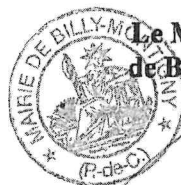
Fait à BILLY-MONTIGNY, le 09/10/2025

**Le Directeur Régional  
de la CARMi du Nord**



**Nicolas BLANCHART**

*Le 09/12/2025*



**Le Maire  
de BILLY-MONTIGNY**



**Bruno TRONI**